

Monsieur le président,
Mesdames et messieurs les maires,
Mesdames et messieurs les élus, chers collègues,

J'ai le plaisir aujourd'hui de m'exprimer au nom de l'association des Maires Ville et Banlieue de France, et à notre petite échelle ce congrès marque l'anniversaire de la volonté de rapprochement de nos deux associations, qui a débouché en février dernier sur la signature d'une convention de partenariat en bonne et due forme. C'est pour nous un acte important, qui signe la convergence de nos engagements et nos préoccupations communes.

Elle s'inscrit, ainsi que le succès de votre congrès dans un moment qui est peut être bien celui de notre maturité intellectuelle. Je suis frappé de constater à quel point en 25 ans, nous avons vécu des moments de révolution et de retournement de nos imaginaires collectifs : pour le dresser à grand traits, alors qu'au tournant des années 2 000 le discours dominant présentait internet et le numérique d'abord pour son formidable potentiel en matière de liberté et de créativité, d'intelligence collective et de renforcement de la participation citoyenne, le tournant des années 2020 nous aura conduit à découvrir son formidable potentiel en matière de surveillance généralisée, de destruction des écosystèmes, d'enfermement algorithmique et de diffusion des fausses nouvelles, de concentration des pouvoirs au main de quelques GAFAM, d'exclusion des populations et de renforcement des inégalités. En bref, on est passé des promesses d'émancipation à des réalités de consommation et d'aliénation

A l'image du « pharmakon » de Platon, ce sont les deux faces d'une même pièce, à la fois poison et remède. Il nous faut collectivement prendre conscience que la technologie n'est pas neutre, qu'elle est ce qu'on en fait, et par extension de l'importance de reprendre la main sur nos vies numériques , de dire ce que nous voulons et ce que nous ne voulons pas, de remettre de la maîtrise dans le numérique, en d'autres terme d'y porter un regard politique.

Dans ce contexte, nos villes populaires agissent comme des miroirs grossissants et sont confrontées plus que d'autres aux phénomènes de non maîtrise et d'inégalités d'accès et d'usage des technologies numériques. Ainsi, l'observatoire national de la politique de la ville révélait en 2020 l'importance des fragilités numériques en quartier politique de la ville, en comparaison d'autres territoires plus favorisé, avec des écarts importants de 5 à 15 points en fonction des indices retenus. Je cite quelques chiffres :

* les habitants de nos quartiers sont sous équipés (75 % sont équipés d'un ordinateur contre 89 % en moyenne soit un écart de 14 points)

* les habitants de nos quartiers sont plus éloignés des opportunités offertes et des compétences numériques (37 % des habitants des quartiers populaires ont le sentiment d'être en difficulté avec le numérique (contre 24 % en moyenne soit un écart de 14 points)

* les habitants de nos quartiers subissent davantage que d'autres cette relégation (parmi celle et ceux concernés par ces inégalités, ils sont 3 % à déclarer le faire volontairement, contre 18 % en moyenne, soit un écart de 15 points).

Cette situation pose problème à toutes les étapes de la vie et accentue encore le non recours aux droit, alors que de large pans des services publics ont été dématérialisés. Plus pauvres, moins desservis par les services publics de tout type (santé, éducation, loisirs, emploi...), les habitants de nos quartiers populaires subissent encore une fois une double peine et sont tenus à l'écart des opportunités liées à la transformation numérique de nos société. Le numérique agit alors davantage comme un facteur d'augmentation des inégalités que comme un objet d'émancipation.

A ce stade, je fait une petite incise pour les élus des territoires ruraux présents dans la salle : j'ai absolument conscience que nous pourrions en dire autant de nombre de territoires plus isolés, et je

crois en la matière à la force des alliances objectives plutôt qu'à rejouer la petite musique stérile de l'opposition entre l'argent donné aux quartiers et aux territoires ruraux (on a d'ailleurs un point commun : la plupart du temps, ce sont des miettes...).

Cette situation n'est pas une fatalité. A l'heure du PLF bien sûr, mais aussi alors que le gouvernement s'apprête à plancher sur l'avenir de la politique de la ville et le renouvellement des contrats de ville en 2023, nous avons collectivement la possibilité (oserais-je dire la responsabilité) de tracer la voix d'une politique publique pleinement exigeante, qui mobilise au bon niveau l'ensemble des forces vives associatives et citoyennes de nos quartiers, qui accompagne la structuration et la pérennisation du secteur de la médiation numérique, qui repense la dématérialisation du service public comme un outil d'émancipation et d'intelligence collective plutôt que comme un vecteur de réduction des dépenses publiques. Cela signifie par exemple remettre des humains dans les services publics de proximité....

C'est du reste le travail que nous avons commencé ensemble la semaine dernière avec Ville Internet et d'autres partenaires (Le réseau des centres de ressources à la politique de la ville, le mouvement des régies de quartier, la MEDNUM) et avec l'appui de l'ANCT lors d'un atelier réunissant une cinquantaine de personnes à Lens pendant l'évènement national Numérique en commun(s) et qui débouchera dans les jours à venir sur de premières préconisations partagées et rendues publiques. J'invite bien sûr toutes celles et ceux que ce travail intéresse à faire connaître leur intérêt pour rejoindre la dynamique.

Pour finir bien sûr, ce défi ne saurait être pleinement relevé sans un regard à 360° sur nos infrastructures et nos systèmes numériques et j'ai lu avec attention les actes de votre congrès de 2021 : agir pour un numérique plus raisonné, souverain, libre et interopérable, réduire les fractures numériques et redonner du pouvoir au citoyen. C'est un beau programme dont, à Ville et Banlieue, nous partageons pleinement l'ambition.

Au nom de l'association des maires Ville et Banlieue de France, je vous souhaite donc à tous et toutes de bons travaux.